

Extraits du cahier spécial de la revue Mouvement 2012
« Culture et développement durable »

[Les grands textes](#)

>>> l'adoption, en septembre 2001, de la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle, officialisant la définition large de la culture adoptée à Mexico en 1982 puis, en 2005, de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

>> L'Agenda 21 de la culture propose une solide politique culturelle locale basée sur les droits culturels des citoyens, et la présence de considérations culturelles dans toutes les politiques publiques. Ce texte de référence permet de disposer d'une grille d'analyse et de mise en œuvre opérationnelle pour les acteurs et les collectivités souhaitant renouveler leurs projets et leurs politiques en ce sens. L'Agenda 21 de la culture n'entend nullement s'inscrire comme l'un des derniers chapitres de l'Agenda 21 du développement durable. Les deux Agendas 21 se comprennent mais ne parlent pas tout à fait la même langue.

>> La Déclaration de Fribourg sur les droits culturels promeut la protection de la diversité et des droits culturels au sein du système des droits de l'homme. Elle est le fruit d'un travail de 20 ans d'un groupe international d'experts. Cette Déclaration rassemble et explicite les droits culturels qui sont déjà reconnus, mais de façon dispersée, dans de nombreux textes internationaux.

[Passages clefs](#)

« La culture est un écosystème dont les règles évoluent et interagissent avec l'environnement qui l'inclut. »

« Mais par ailleurs, tout écosystème est aussi un bouillon de cultures, qu'il convient de préserver dans son extraordinaire diversité. Face aux fléaux qui menacent la planète, le « développement durable » pose, du local au global, des enjeux économiques, écologiques, sociaux, culturels et humains, qui doivent être pensés à nouveaux frais. »

« œuvrer pour une véritable mise en actes des droits culturels des citoyens »

« Amartya Sen, Arjun Appadurai ou Edgar Morin (pour n'en nommer que quelques-uns) ont écrit leurs principales contributions sur la notion de développement après 1992. Or ce concept a évolué au cours des dernières décennies. L'argument se comprend à quatre niveaux : les

personnes, la complexité, l'équilibre des systèmes et la place des droits culturels. »

« Si le développement des personnes signifie celui des libertés, le développement des écosystèmes, des systèmes culturels, économiques, politiques et sociaux, signifie un équilibre plus dynamique, plus adaptable, plus résistant, favorable à la vie de tous. Entre croissance aveugle et équilibre statique, il nous faut promouvoir les « équilibres dynamiques », à savoir les équilibres les plus riches possibles pour que les personnes puissent s'y développer tout en participant à cette richesse. » **(médiation)**

« Nous avons vu que de nombreuses stratégies locales et nationales pour le développement durable ont échoué parce qu'elles ont oublié la culture. Lorsque le paradigme actuel de la durabilité est appliqué par les gouvernements dans leur planification à long terme, la dimension économique est toujours explicite (il génère des revenus et de l'emploi, et donc des exportations), la dimension sociale met l'accent sur l'équité (santé et éducation, et la lutte contre la pauvreté) tandis que les objectifs de la dimension environnementale consistent à introduire (parfois avec succès) un équilibre dans la consommation des ressources au sein des écologies locales. La culture est ignorée ou apparaît comme un instrument simplement utile pour atteindre d'autres objectifs. (...) Etonnante cécité quand on sait qu'il faut des savoirs pour cultiver la terre, pour habiter son environnement de façon équilibrée, pour soigner et se soigner, nourrir et se nourrir, pour exercer un métier utile à la société et épanouissant pour soi-même et les siens, pour décider pour soi et participer à la vie collective et, enfin, pour transmettre les valeurs les mieux adaptées à ses enfants. Le domaine culturel vaut pour lui-même et pour les autres. Au même titre que les autres droits humains en effet, les droits culturels sont les fins et les moyens du développement. »

« La culture est beaucoup plus qu'un instrument. Elle est l'âme du développement et promeut les valeurs intrinsèques que sont le patrimoine, la connaissance, la créativité, la diversité ou l'identité. »

« L'idée de transformer le modèle des trois piliers (du développement durable) par un carré, dans lequel la culture devient le quatrième pilier, a fait son chemin. Mais cette prise de conscience implique une remise en question de la métaphore même des piliers, qui peut trop ressembler à une pyramide des besoins, allant des essentiels aux secondaires. Un développement ne peut être durable que s'il est intégral, que si ses différentes dimensions s'équilibrent et se fécondent mutuellement. »

« Le succès mondial du concept de développement durable occulte en partie la productivité du concept de culture, la diversité culturelle devenant à la limite une métaphore de la biodiversité ».

« La culture est ici reconsidérée comme un ensemblier à part entière, « moteur de développement global », capable de fédérer et de démultiplier les énergies pour formaliser un contrat social, (inter)générationnel, artistique, économique, éducatif, sur un territoire donné. Le diagnostic est indispensable et préalable à l'opérationnalité de cette boîte à outils. Il implique un questionnement et un débat : qu'apportent la culture, les cultures, en tant que leviers de développement, de créativité, de sociabilité, de convivialité, d'intégration, d'éducation populaire ? Comment la culture, les cultures forment-elles un territoire ? Qu'enseigne le choix de la politique culturelle sur le plan de la gestion des ressources humaines, patrimoniales, artistiques ? En quoi la diversité culturelle d'un territoire est-elle promesse de vivre ensemble et d'identité partagée ? Quelles sont les ressources culturelles que les habitants détiennent et peuvent transmettre, leurs cultures, savoir-faire, mémoires vives ? Comment peut-on valoriser les pratiques culturelles des habitants et les inscrire dans le dessein de l'aménagement urbain ? »

(questionnements qui interrogent les médiateurs)

« Répondre à ces questions permet de doter sa stratégie d'une lisibilité nouvelle, unique et non-transposable d'un territoire à l'autre, porteuse d'une histoire toujours singulière, bien loin de la seule vitrine de la culture catalogue. La politique culturelle ne serait plus réduite à la défensive, limitée à la gestion de ses secteurs, équipements et budgets dédiés, menacés par les désengagements cumulés, les évaluations assassines. Elle orchestrerait et mettrait en oeuvre la transversalité, la mutualisation, l'optimisation, la territorialisation qui sont les clefs de voûte des politiques locales d'avenir. »

« La culture est une affaire bien trop sérieuse et collective pour la laisser aux seuls acteurs de la culture, de même que le changement climatique, la finitude de nos ressources, et la perte globale de biodiversité sont des problématiques bien trop lourdes pour en faire un domaine réservé aux seuls experts. »

« Mais le Forum Ouvert ne visait pas qu'à changer les rapports entre institutions. En s'adressant à une pluralité de professionnels, issus de mondes variés (culturel, économie sociale et solidaire, environnement, éducation populaire, collectivités territoriales...), il offrait également un espace privilégié de rencontres entre participants d'origine diverse qui n'avaient pas l'habitude de se côtoyer. » **(ce que fait la médiation, elle décroïssonne !)**

« Le rapprochement qui s'opère actuellement entre la culture et le développement durable est porteur de nouvelles dynamiques mais soulève aussi un certain nombre de questions. Cette articulation semble trouver son origine dans une conjonction de crises, le terme de crise pouvant être défini comme un bouleversement survenu dans un système qui semblait relativement stable et un accroissement des incertitudes. Une première crise concerne ainsi le paysage culturel, marqué par un certain nombre de problèmes économiques - désengagement progressif de l'Etat, difficultés financières des collectivités locales qui réduisent aussi leurs aides, baisse du mécénat culturel, fragilité du statut de l'intermittence - mais aussi, plus largement, par un

questionnement sur le sens et les valeurs de l'action culturelle. Cinquante ans après la création du ministère de la Culture par Malraux et face aux défis de la mondialisation, du développement d'une culture de masse et de l'essor du numérique, on assiste à une remise en question du concept de démocratisation de la culture, tandis que l'élargissement de la culture à une acception plus anthropologique du terme avec, notamment, la prégnance des notions de diversité culturelle et de droits culturels, bouscule les repères et les pratiques. »

« Aussi le PIB (Produit intérieur brut) qui mesure le progrès des pays en ne prenant en compte que les échanges monétaires, est-il jugé insatisfaisant, et l'on assiste aujourd'hui à la recherche de nouveaux critères plus qualitatifs pour évaluer la richesse des pays et surtout pour mesurer le bien-être des habitants. » **(Traces que nous laissons de nos projets...)**

« Certaines critiques concernent aussi le recentrage de ce concept sur les aspects écologiques et techniques et condamnent la croissance verte considérée comme une forme de « greenwashing » qui s'inscrit encore et toujours dans cette course à la croissance. (...) Parfois, le manque de prise en compte de la dimension humaine est souligné : plus précisément, la question porte sur les « besoins » humains dont le développement durable devrait tenir compte, et fait émerger un nouvel enjeu, celui de la dimension culturelle du développement, c'est-à-dire celui du bien-être et de l'épanouissement des individus. »

« Le rapprochement entre culture et développement durable commence à faire l'objet de nombreux débats, séminaires et ouvrages. Il se traduit par l'émergence de projets concrets mis en oeuvre par des collectivités locales, des structures culturelles, des artistes ou d'autres acteurs engagés dans les politiques de développement local. Ainsi, l'engagement des acteurs dans ce type de projets peut se manifester par un meilleur ancrage des actions sur le territoire, l'expérimentation de modèles économiques liés à l'économie sociale et solidaire, la mise en oeuvre de nouveaux modes de gouvernance, caractérisés par des démarches ascendantes, des approches transversales favorisant l'émergence de coopérations entre les partenaires et entre les échelles territoriales, et un renforcement de la démocratie locale conduisant à une plus grande implication des populations. »

« Mais cette articulation entre culture et développement durable comprend un certain nombre de risques. Parmi ceux-ci, on peut tout d'abord évoquer les imprécisions, approximations et divergences liées à la manipulation de concepts polysémiques, souvent considérés comme des mots-valises. D'autres risques sont liés à la marchandisation de la culture que peut induire le volet économique du développement durable. Certains pièges sont également liés à l'instrumentalisation de la culture : en effet, l'action culturelle semble parfois réduite à un outil pour sensibiliser les populations aux enjeux du développement durable et les amener à adopter des démarches éco-citoyennes, ou alors à un instrument servant à « redonner une âme » au développement durable. »

« Comment faire en sorte que les projets artistiques et culturels continuent d'être des outils permettant des échanges, des rencontres, défendant la mixité sociale et culturelle, et favorisant l'émancipation et la dignité humaine ? L'enjeu est bien d'encourager les démarches et politiques ouvrant sur la valorisation du « mieux-être » et non plus seulement du « plus avoir » des populations, et de définir des critères qui s'appuient sur des indicateurs sociaux, culturels et philosophiques. Il s'agit donc de promouvoir des valeurs opposées à celles qui sont célébrées aujourd'hui, et de mettre en avant la sobriété, la lenteur, le temps libre, la solidarité, la coopération et la convivialité... »

« On veut de l'autre, mais on veut de l'autre qui n'est pas tellement autre, on veut d'un autre qui nous confirme nous-mêmes. Nous avons une capacité relativement limitée à être dans la diversité, il faut une tendance de vie très particulière pour pouvoir le faire. Quand on parle du divers dans les forums, on est tout de suite dans des catégories très figées : les jeunes, la banlieue, etc. Parce qu'en réalité, on n'arrive pas à aborder l'autre dans tout ce qu'il a de divers. »
Olivier Marboeuf, Directeur de l'espace Khiasma, aux Lilas.

« Toutes les formes de communautés devraient pouvoir se faire et se défaire et être reconduites chaque jour. De même, la politique ne se limite évidemment pas aux partis, aux élections, elle est une pratique de la société. Faire Khiasma (nom de l'espace culturel), c'est refuser de perdre la pratique du politique au quotidien.

- Si l'on vous comprend bien, la politique devrait être moins institutionnelle et davantage quotidienne ?

- Oui. D'autant que c'est une chose qui ne se limite pas à un seul champ. Moi, par exemple, je suis dans la pratique du politique en tant qu'acteur de l'art et de la culture, mais on peut aussi l'être en construisant des maisons... » Olivier Marboeuf

"Je viens de la science et je suis très attaché à la question fondamentale de l'analyse des échelles. Il y a des phénomènes que l'on ne comprend pas et que l'on n'observe pas si l'on ne choisit pas les bonnes échelles. Ce qui nous enferme aujourd'hui, c'est que nous pensons la société à des échelles non-pertinentes. Si le développement durable ne s'autorise pas à définir l'espace dans lequel il se déroule, alors il ne sera jamais qu'un bricolage réformiste. Or il est sans intérêt d'améliorer les conditions de fonctionnement d'une société injuste." Olivier Marboeuf

« A quelle échelle doit se faire le changement ? Faut-il commencer par des micro-initiatives ou renverser le régime global ?

- Je crois qu'il faut tenter le changement à des échelles différentes et surtout à des échelles qui n'existent pas, par exemple dans une communauté de gens du voisinage. Ce n'est pas un foyer,

pas tout à fait un quartier, mais un ensemble de personnes. Si l'on reprend les échelles créées par le modèle dominant, il est certain que l'on ne pourra pas le défaire, puisque les échelles choisies sont celles auxquelles il était le plus efficace. Il faut regarder le génie de l'autre pour essayer de trouver le sien. » Olivier Marboeuf (créer ou réinventer de nouveaux espaces de projets, c'est ce que font les médiateurs, les programmeurs...)

« Quand on fonde un établissement, on passe tellement de temps à en assurer la survie que l'on perd les moyens, la capacité d'expérimenter. » (S'octroyer le droit d'expérimenter sans logique de rentabilité)

« Le projet « Prendre langue avec la vôtre » s'inscrit dans le dialogue, dans la réciprocité, pour parler en termes de développement durable, dans la reconnaissance de la dignité culturelle de chacun. »

« Un équipement ou un événement culturel d'envergure métropolitaine ne peut se résumer à « sa capacité à attirer un public qui n'habite et ne travaille pas à proximité du territoire » concerné... Pour sortir d'une logique consumériste et vraiment s'inscrire dans une démarche de développement endogène, il faudra créer du lien social et une économie locale sur le territoire d'accueil. » (au sujet de la politique culturelle du Grand Paris)

« Dans sa conception, Paris Métropole s'inspire là un peu des IBA allemandes, expositions internationales d'architecture, en privilégiant la dimension expérimentale et démonstratrice des projets métropolitains mis en oeuvre. La logique de Living Labs, définie par l'innovation au service de l'utilisateur final, oeuvre également dans la floraison de grappes d'initiatives qui, à travers des processus de pollinisation, confortent la créativité et la cohésion sociale dans les territoires. Signalons, à ce titre, la constitution récente d'un Living Lab sur l'art, la culture et le développement durable adossé à la stratégie post-carbone de Fontainebleau. Basé sur un principe d'innovation ouverte, de travail collaboratif, de mise en réseau et d'implication des usagers locaux mais aussi des partenaires internationaux, ce Living Lab vise à la fois la valorisation du patrimoine culturel local, matériel ou immatériel, et l'expérimentation artistique comme source d'innovation écologique et sociale au service du territoire.»

(Pour info : Le living lab est une méthodologie où citoyens, habitants, usagers sont considérés comme des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation. Le projet Living Labs Europe est un programme européen lancé en 2006 par la présidence finlandaise de la Communauté européenne et qui s'est achevé en 2009. Ce programme avait pour objectif de fédérer des initiatives locales, pour qu'elles puissent agir et développer leurs initiatives en réseaux. Les Living Labs sont plus particulièrement liés aux technologies de l'information.)

« Dans un esprit similaire, l'éclosion de FabLabs et de structures relais à l'innovation, y compris artistique telles que Paris Region Lab ou « greater Paris region living lab » piloté par le pôle de compétitivité Cap Digital (sur l'innovation numérique) proposent des espaces d'expérimentation

in situ et in vivo. Leur mode de fonctionnement, et de maillage, s'inscrit dans une logique de territoires dits intelligents et de communautés « apprenantes », et participe à l'émergence d'un « éco-système créatif » à l'échelle métropolitaine. »

« La réduction du temps des transports, la succession rapide des images, l'absence de silence qui les sépare, le découpage « cut » des scénarii, la bousculade des mots et leur enchaînement obligatoire dans toute émission radiophonique, l'inacceptable « blanc » dans le discours d'un présentateur, l'immédiateté des transmissions des messages sur le Net : tout concourt à l'impatience et à l'intolérance de l'attente. La lenteur, assimilée à une perte de temps, fait l'objet d'une stigmatisation précise dans toute entreprise où l'efficacité du travail se trouve confondue avec la pleine occupation du temps. Celui qui rêve fait perdre de l'argent... »

« User d'un espace-temps recyclable, c'est interroger quotidiennement la finitude planétaire ou, du moins, agir en ayant conscience de cette finitude tant écologique que spatiale. A ma connaissance seules quelques très rares civilisations, au nomadisme lent, ont su évoluer dans un espace-temps recyclable sans altérer la peau de la Terre. Je pense aux Pygmées africains, aux Aborigènes australiens, à quelques peuplades indiennes d'Amérique... »

Ces peuples n'ont jamais eu à ralentir la ville, n'ont jamais eu de villes, jamais de bases concrètes gagnées par le développement, l'obésité et la prolifération des tissus, pathologie de croissance irraisonnée, cancers... Que serait un espace-temps recyclable pour une population terrienne installée dans les mégalopoles vers le milieu du XXI^e siècle alors que le nombre d'habitants approche 9 milliards ? Le fait que l'on ne puisse se développer spatialement à l'infini (finitude spatiale de la planète) oblige à concevoir la décroissance matérielle comme un passage obligé de l'évolution des sociétés humaines. La prolifération architecturale et son ordonnancement – l'urbanisme économique selon lequel « lorsque le bâtiment va, tout va ». Un jardinier penserait plutôt : « Quand le jardin va, tout va », puisqu'il faut nourrir le monde avant même de le loger. Cependant la civilisation qui prône du bâti pour vivre et qui fait des architectes les maîtres de l'espace ne parvient pas à loger le monde ni à le nourrir. L'accroissement démographique – sujet tabou – s'accompagne d'un accroissement proportionnellement plus fort et plus inquiétant des mal-logés et des mal-nourris. » (...) Dans la perspective d'une société accordée sur la nécessité de désoblitérer la planète, maintenir et accroître la diversité, requalifier les substrats de vie, inventer un espace-temps recyclable sans amoindrir les capacités inventives du vivant, c'est le modèle du développement global qu'il faut désormais envisager. » Gilles Clément, ingénieur horticole, paysagiste, écrivain et jardinier, créateur des concepts de jardin planétaire, Tiers-Paysage et jardin en mouvement.

« De l'aire est une association basée dans la Drôme. De l'aire réunit des équipes sur mesure : architectes, artistes, urbanistes, cuisiniers, photographes, médiateurs, sociologues, jardiniers... L'idée est que l'urbanisme, l'action sociale, l'architecture et l'art constituent plusieurs champs de compétences habituellement séparés, alors qu'ensemble ils peuvent créer de l'intelligence collective et créative au service d'un projet territorial. Notre façon de travailler vise à faire surgir les compétences intuitives et les savoirs sensibles de chacun comme, par exemple, le vécu passé et actuel dans un lieu donné et les représentations qui en découlent, souvent niés dans les

programmes urbains classiques. A ce stade, la production artistique est un levier particulièrement pertinent. A l'heure où l'espace public est de plus en plus contrôlé et de moins en moins vivant, nous tentons, en fait, de faire émerger les expériences et la parole de ceux qui y vivent ou voudraient y vivre. »